

Un CD Deutsche Grammophon

Grieg

Concerto pour piano, Peer Gynt, suites n°1 et 2 par Neeme Järvi

4,95€

EN PLUS DU « MONDE »

2,50 € ou 7,45 € avec le CD

(en France métropolitaine uniquement).

Ne peut être vendu sans « Le Monde 2 ». www.lemonde.fr

Le Monde

WEEK-END

« Le Monde 2 »

Reportage
Jean Nouvel
architecte
hors norme

Archives
Georges
Simenon



64^e ANNÉE - N° 19762 - FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 9 AOÛT 2008

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ERIC FOTTORINO

La crise financière menace toujours l'économie mondiale

Conjoncture Un an après l'affaire des « subprimes », les craintes de récession se font plus aiguës

Il y a tout juste un an éclatait l'une des crises les plus graves de l'histoire financière. A l'origine, les déboires du marché des « subprimes », ces crédits immobiliers accordés aux Etats-Unis à des ménages modestes. Victimes de la hausse des taux et de la baisse du prix des logements, nombre d'entre eux se sont retrouvés incapables d'honorer leurs dettes. Les investisseurs du

monde entier qui avaient acquis ces crédits, grâce à des techniques financières sophistiquées, se sont à leur tour retrouvés pris au piège.

Le 9 août 2007, la crise des subprimes se transformait en crise monétaire aiguë. Se suspectant les unes les autres de détenir ces crédits « pourris », les banques ont tout à coup refusé de se prêter de l'argent, provo-

quant une asphyxie sans précédent du système bancaire mondial.

Dans les mois qui ont suivi, les banques américaines et européennes ont annoncé des pertes colossales. Certaines ont dû faire appel à des capitaux venus d'Asie et du Moyen-Orient. Au total, le coût de la crise est estimé par le FMI à près de 1 000 milliards de dollars.

Un an après, l'économie réelle est rattrapée par la crise financière. La récession menace les Etats-Unis, le Japon et l'Europe. Jeudi 7 août, le président de la banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet, a reconnu que « les risques pour la croissance dans la zone euro commencent à se matérialiser », provoquant une forte baisse de la devise européenne. ■

Lire pages 8, 11 et l'éditorial page 2

Caucase L'armée géorgienne envahit l'Ossétie du Sud, l'aviation russe intervient

Sur la route qui mène à Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, un habitant salue le passage de l'armée géorgienne.

Les troupes de Géorgie ont lancé une vaste offensive militaire, jeudi 7 août, contre la république autoproclamée d'Ossétie du Sud, qui a le soutien de la Russie. De violents combats ont éclaté, faisant de nombreuses victimes. L'armée géorgienne a pénétré, vendredi 8 août, dans les faubourgs de la capitale de la région séparatiste.

Depuis Pékin, le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a promis des « mesures de rétorsion » contre le régime de Tbilissi. L'aviation russe entrait en action peu après et bombardait la ville géorgienne de Gori.

Réuni d'urgence, le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pu parvenir à un accord pour réclamer l'arrêt des hostilités. Lire page 4

IRAKLI GEDENDEZE/REUTERS



Dans notre supplément

Pékin 2008

LA CHINE

■ **Les enfants chéris d'un peuple.** Lang Lang, 26 ans, pianiste. Grâce à lui, des millions de petits Chinois apprennent la musique occidentale.

Liu Xiang, 25 ans, athlète. Plus de 1,3 milliard de fans attendent de le voir gagner le 110 mètres haies.

■ **Les Ouïgour maudissent**

les Jeux. Seize policiers tués le 4 août dans la capitale du Xinjiang. Reportage dans la lointaine province musulmane.

■ **Le club des PDG occidentaux.**

Chaque année, le maire de Pékin invite les patrons des plus grandes entreprises mondiales pour écouter leurs conseils.

LES SPORTS

■ **France : combien de médailles ?**

Objectif : faire mieux que les trente-trois récompenses d'Athènes.

■ **Encore plus vite ?** Les records atteignent les limites des possibilités humaines.

■ **Dopage : durcissement.** Le président du CIO s'attend que le record de cas de dopage soit battu à Pékin. Quatre mille cinq cents contrôles sont prévus.

Plusieurs alertes à la bombe au Pays basque

Trois engins explosifs ont été découverts vendredi 8 août au Pays basque et dans les Landes, après qu'un appel téléphonique anonyme passé dans la nuit aux pompiers de Pau eut désigné cinq lieux en rapport avec le tourisme, où des bombes auraient été placées. Les services de déminage ont ainsi découvert deux bombes à Arcangues (Pyrénées-Atlantiques), au centre Pierre et Vacances ainsi qu'à proximité de l'office du tourisme. Une bonbonne de gaz scotchée à un détonateur a été localisée le long de la voie ferrée Bordeaux-Bayonne sur la commune d'Ondres (Landes). En revanche, vendredi dans la matinée, rien n'avait été découvert sur les autres cibles mentionnées : le casino de Biarritz, le village VVFR d'Anglet et l'auberge Ostapé d'Alain Ducasse à Bidarray. ■

Lire page 9

Editorial

Re-réguler la finance ?

Ré-gu-ler, il faut ré-gu-ler. Un an après le début de la crise financière, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les dérives d'un système financier mondial laissé trop longtemps libre de tout contrôle. Il faut en finir avec cette finance folle, avec ces banquiers incompétents et inconscients dont le laisser-faire a conduit à la folie des subprimes, à la bulle immobilière, aux versements de bonus indécents à Wall Street et à la City, à la banalisation et au développement de produits financiers aussi sophistiqués que dangereux : le tout conduisant à la déflagration spectaculaire qu'on sait. Bien sûr, on ne peut qu'approuver la volonté de mettre fin aux excès de la finance mondiale, mais on peut se demander si cette soif de régulation est le meilleur moyen d'y parvenir.

D'abord parce qu'une grande partie de la crise est venue de la défaillance des régulateurs eux-mêmes. A commencer par la Réserve fédérale américaine, qui a fermé les yeux sur l'essor de ces prêts immobiliers hautement risqués qu'étaient les subprimes. Et dont la politique monétaire laxiste menée pendant des années, notamment sous l'ère d'Alan Greenspan, a permis cette débauche de crédits. Sans cet argent généreusement distribué, jamais les banquiers – mais aussi leurs clients – n'auraient pu se laisser entraîner dans de telles dérives. Au moins dans le cas américain, c'est d'abord la question de la régulation du régulateur qui se pose.

L'autre obstacle à une régulation du système financier mondial est que celle-ci n'aurait de sens que globale et coordonnée entre les grands pays. Difficile à imaginer, lorsqu'on sait que la finance est devenue une industrie comme une autre, avec des Etats et des banques se livrant une concurrence féroce pour capter des parts de marché. Le Fonds monétaire international (FMI) pourrait bien prétendre jouer un rôle de surveillant, mais il paraît, malgré l'arrivée de son nouveau directeur général, Dominique Strauss-Kahn, bien peu désireux de le tenir.

Le meilleur moyen d'éviter une nouvelle catastrophe semble encore de faire payer aux financiers leurs propres égarements. Que la crise actuelle leur fasse suffisamment mal pour que le souvenir de la douleur les dissuade pour longtemps de récidiver. ■

Société éditrice du « Monde » SA

Président du directoire, directeur de la publication : Eric Fottorino

Vice-président, directeur général : David Guiraud

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur du « Monde » : Eric Fottorino

Directeur adjoint : Laurent Greilsamer

Directeur général délégué : Patrick Collard

Directeur de la rédaction : Alain Frachon

Directeur adjoint de la rédaction : Jacques Buob

Directeur éditorial : Gérard Courtois

Rédacteurs en chef : Patrick Jarreau, Michel Kajman et Franck Ndouchi (« Le Monde 2 »)

Responsable de la conception : Eric Azan

Directeur artistique : Quintin Leeds ; chef d'édition : Françoise Tovo

Délégué général : Olivier Biffaud ; secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco

Médiatrice : Véronique Maurus

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président

Jean-Pierre Tuquoi, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet

(1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),

Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des rédacteurs du Monde, Société des cadres du Monde, Société des employés du Monde, Société des personnels du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Investmonde.

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01-57-28-20-00 de téléx : 202806F ; télécopie : 01-57-28-21-21

Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Abonnements : Par téléphone : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48. Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)
Tarif 1 an : France métropolitaine : 374 €

Internet : site d'information : www.lemonde.fr

finances : <http://finance.lemonde.fr>

Emploi : www.talents.fr/ Immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr>

Télématique : 3615 lemonde **Documentation** : <http://archives.lemonde.fr>

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Paris compte sur la BCE pour soutenir l'économie

Si la croissance chute brutalement, Paris attend son salut... de Francfort et du président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet. Pour la première fois depuis la création de l'euro, la meilleure réponse au ralentissement économique résiderait dans une baisse des taux. La dégradation rapide des économies allemande et espagnole permet à la France, ainsi qu'à l'Italie, de sortir de leur statut de mauvais élèves et de mettre toute l'Europe sur le même plan face au ralentissement provoqué par l'envolée des matières premières et la crise immobilière.

« L'évolution des choses tourne à notre avantage, notamment vis-à-vis de l'Allemagne. A partir du moment où la France rattrape son retard et où les autres ont des difficultés, cela peut donner plus de poids à la réponse monétaire », juge le député Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, dont l'opinion est partagée au ministère des finances. Comme Bercy, M. Lefebvre estime que la décision du président de la Banque centrale européenne (BCE), qui a laissé jeudi 7 août ses taux inchangés à 4,25 %, « va dans le bon sens ». M. Trichet a fermé la porte à une future hausse du loyer de l'argent, en raison du ralentissement. « Nous avons identifié certains risques pour la croissance », a-t-il concédé, faisant chuter vendredi matin l'euro sous la barre des 1,52 dollar, son niveau le plus bas depuis cinq mois.

Une baisse rapide des taux reste peu prévisible, alors que M. Trichet a jugé « inquiétante » l'inflation qui a atteint le niveau record de 4,1 % en juillet et lamine

le pouvoir d'achat des Européens. Mais l'essentiel pour Bercy est atteint : la France va échapper au scénario noir, celui où la politique de la BCE serait adaptée au dynamisme de la première économie de la zone euro, l'Allemagne, et pénalisante pour une France et une Italie en difficulté.

Ce souhait d'utiliser à terme l'arme monétaire permet au gouvernement français de rejeter tout plan de relance budgétaire pour contrer le ralentissement écono-

mique mais aussi « la politique de rigueur pour tous les Français », prédite de nouveau jeudi par Stéphane Le Foll, directeur de cabinet du premier secrétaire du PS. « Notre politique est la seule possible », assure M. Lefebvre. Matignon répète que son double objectif principal est l'assainissement des finances publiques et la libéralisation de l'économie.

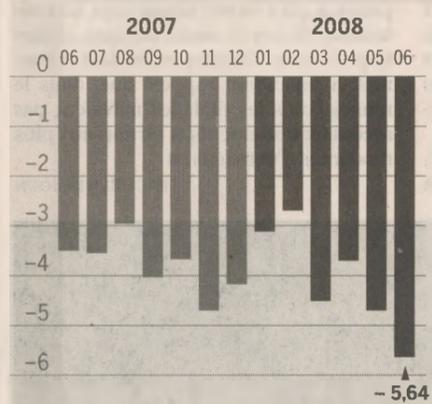
Bercy, qui table officiellement sur une croissance comprise entre 1,7 % et 2 % en

2008, concède que la croissance française au deuxième trimestre, qu'annoncera l'Insee le 14 août, « ne sera pas très bonne ». Certes, les Espagnols et les Allemands ont lâché la bride, mais ils partent d'un équilibre budgétaire. L'Allemagne est en période électorale (élections régionales en Bavière en septembre, législatives un an plus tard). Paris prend donc avec détachement le plan de relance de 10 milliards d'euros concocté par le ministre de

l'économie allemand, le bavarois Michael Glos : il n'a aucune prérogative budgétaire et il a été désavoué par la chancelière Merkel. Surtout, ces pays n'ont pas soutenu la demande. Le gouvernement se targue d'avoir déjà fait un plan de relance (le paquet fiscal de l'été 2007 qui a suivi les baisses de l'impôt sur le revenu de Dominique de Villepin). Il ne veut pas entrer dans un processus d'indexation des salaires, qui a nourri l'inflation et le chômage des années 1970, ni subventionner l'énergie.

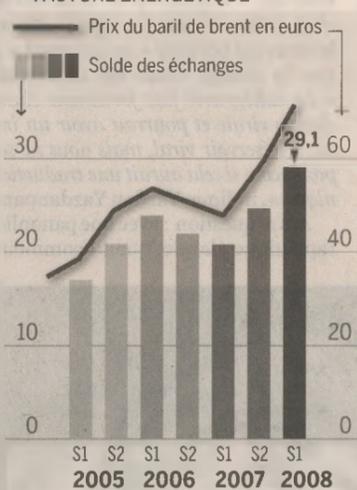
Le déficit du commerce extérieur atteint 48 milliards en un an

► SOLDE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX en milliards d'euros (variations saisonnières)



Source : Ministère de l'économie et des finances

► FACTURE ÉNERGÉTIQUE



Source : Ministère du commerce et de l'industrie

► INFLATION



Source : Insee

Le déficit des échanges français s'est creusé de 5,64 milliards d'euros en juin

JUSQU'OUÙ peut sombrer le déficit du commerce extérieur ? Alors que l'Allemagne affiche un excédent de 19,7 milliards d'euros, le déficit des échanges pour la France s'est alourdi, en juin, de 5,64 milliards d'euros, selon les chiffres publiés jeudi 7 août par les douanes. Sur les six premiers mois de 2008, il atteint 24,4 milliards d'euros - 15,8 milliards au premier semestre 2007. Sur un an, le manque à gagner s'élève à 48,3 milliards d'euros.

Cette aggravation résulte en premier lieu de l'accroissement, en juin, de 1 milliard d'euros de la facture pétrolière sous l'effet conjugué de la hausse des prix et des quantités acheminées. Les importations d'énergie, de l'ordre de 41 milliards d'euros, ont ainsi crû de 23 % par rapport au second semestre 2007. Au total, l'envolée des cours aura coûté 29 milliards d'euros depuis le début de l'année. Si elle se confirme, la baisse des prix du baril enregistrée depuis début juillet devrait

néanmoins atténuer l'ampleur du déficit commercial qui, hors énergie, devrait être ramené à 3,7 milliards d'euros.

Les entreprises françaises subissent le contrecoup de la crise et de la récession qui affectent principalement deux des pays avec lesquels les échanges étaient jusqu'à présent excédentaires, le Royaume-Uni et l'Espagne. Toutefois, à titre de comparaison, si le déficit français représente 2 % du produit intérieur brut, celui du Royaume-Uni atteint 6 % et 8 % celui de l'Espagne.

Véhicules à bas coût

Conséquence de décisions industrielles et de la délocalisation dans les pays de l'Est d'une partie de l'activité des constructeurs, l'industrie automobile ne contribue plus à enrichir le solde des exportations. Alors que les excédents ont pu atteindre 10 milliards d'euros en 2004, la balance commerciale présente

un résultat négatif aggravé par l'impact, même marginal, de la vente en France des véhicules à bas coût fabriqués dans les pays émergents.

Malgré un constat pessimiste qui n'a guère de raison de s'améliorer durant l'été, les services du ministère de l'économie décèlent quelques signes plus encourageants. La France reste ainsi un pays fortement exportateur de produits agroalimentaires. Au cours du premier semestre, les ventes à l'étranger, de l'ordre de 26 milliards d'euros, sont en hausse de 7,7 %, contribuant à un solde positif de 5 milliards d'euros.

Malgré un euro au plus haut niveau qui désavantage le constructeur européen face à Boeing, les ventes d'Airbus ont progressé. Sur le plan géographique, Bercy relève que les ventes se sont améliorées avec la Russie (+ 16,3 %), le Proche et le Moyen-Orient (+ 12,3 %) et l'Amérique latine (+ 7,8 %).

« Une amélioration significative de notre commerce extérieur ne pourra venir que du redressement de la compétitivité des entreprises françaises », a assuré Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur dans un entretien, jeudi 7 août, aux Echos. Selon elle, « l'impact de mesures prises par le gouvernement pour faciliter l'innovation et le développement des PME, via le crédit impôt recherche ou la loi de modernisation de l'économie » devraient finir par produire des « résultats visibles ». Cet optimisme n'est pas partagé par certains experts. Marc Touati, de Global Equities, considère ainsi que « ce creusement négatif devrait enlever 0,3 point à la croissance française. A côté d'une consommation en berne, d'une industrie dégradée et d'un secteur des services qui peine à résister, la variation du PIB devrait être au mieux nulle, voire légèrement négative ».

MICHEL DELBERGHE

Tarif social du gaz

Il compte en revanche cibler les ménages modestes pour pallier la hausse des prix de l'énergie : entrée en vigueur du tarif social du gaz, qui permet à une famille de quatre personnes d'économiser 117 euros par an, doublement des bénéficiaires du tarif social de l'électricité, mise en place à l'automne de la contribution transport, censée remplacer le chèque transports qui n'a jamais marché, après que les partenaires sociaux auront fait leurs propositions mi-septembre. Quant aux prix des biens de première nécessité, le gouvernement espère que la loi renforçant la concurrence et la décade de l'inflation, espérée autour de 2 % en 2009, desserrera l'étau. Pour montrer qu'il s'occupe du pouvoir d'achat, le gouvernement va faire examiner par le Parlement, en septembre, la loi sur l'intéressement ainsi que la généralisation du revenu de solidarité active (RSA), qui entrera en vigueur dans la seconde moitié de 2009, indique Matignon. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Excédent record des échanges pour l'Allemagne

En juin, l'excédent des échanges commerciaux en Allemagne a atteint un niveau record de 19,7 milliards d'euros, selon les chiffres publiés jeudi 7 août par l'Office fédéral des statistiques. Les exportations ont enregistré une hausse de 9,4 %, tandis que les importations ont un peu augmenté. Sur le premier semestre 2008, cet excédent s'élève à 103,4 milliards d'euros. Alors que le déficit français frôle la barre des 50 milliards d'euros en un an, les économistes considèrent que les résultats de l'Allemagne sont la conséquence des réformes de structures engagées depuis plusieurs années. Toutefois, les signes d'inquiétude commencent à se manifester outre-Rhin (Le Monde du 8 août). Les carnets de commandes ont enregistré une baisse de 2,9 % en juin et, selon le ministère de l'économie, la production a reculé de 1,7 % sur l'ensemble du deuxième trimestre.

ITALIE RELÈVEMENT DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES GROUPES PÉTROLIERS ET FINANCIERS

Le gouvernement Berlusconi combine dans son budget mesures de relance et coupes dans les dépenses

ROME

CORRESPONDANCE

Une décision « révolutionnaire ». C'est le terme employé par ministres et secrétaires d'Etat lors de la présentation, mercredi 6 août, des grandes lignes de la programmation budgétaire de l'Italie pour 2009-2011. Adoptée définitivement la veille par le Parlement, elle prévoit une forte réduction des dépenses courantes et un relèvement de l'impôt sur les bénéfices des groupes pétroliers et financiers. Cette mesure va servir à alimenter un fonds d'aide à l'achat de produits alimentaires pour les personnes âgées ayant les retraites les plus faibles : c'est la fameuse « Robin Hood tax », voulue par le ministre de l'économie, Giulio Tremonti.

Il s'agit surtout d'une première. Jusqu'ici, a déclaré M. Tremonti, la préparation de la loi budgétaire « prenait trois mois et ne valait que pour un an ». Le processus a été transformé. En quarante-cinq jours à peine, le nouveau gouvernement Berlusconi, élu en avril, a obtenu du Parlement qu'il fixe les grandes lignes des budgets des trois prochaines années. Le document inclut déjà des mesures très précises concernant le projet de budget pour 2009, en particulier des économies de coûts et des recettes supplémentaires pour 13 milliards d'euros. Fini « l'attaque à la diligence » à laquelle chacun se livrait jusqu'à l'adoption définitive du budget. Selon M. Tremonti, ce choix va se révéler

« sage » pour le pays confronté à la mauvaise conjoncture internationale.

Alors qu'il avait parlé récemment d'une crise comparable à celle de 1929, le ministre de l'économie se montre décidément plus optimiste : il annonce l'équilibre des comptes dès 2011, la réalisation à « deux tiers » de l'agenda de Lisbonne sur la compétitivité. Prochaine étape, le fédéralisme fiscal. La crise est toujours là. Les chiffres placent l'Italie parmi les pays les plus en difficulté en Europe. Le gouvernement table sur une croissance de 0,5 % seulement cette année - contre + 1,9 % en 2007 - et un déficit public à 2,5 % du PIB alors qu'il était de 1,5 % en 2007. Mais l'Italie a les moyens de remonter la pente avec son « appareil industriel solide », ses banques, ses assurances et son système de retraite à la hauteur, assure M. Tremonti.

Plan logement faramineux

Le ministre a annoncé un plan logement faramineux de 20 000 nouvelles constructions dès 2009. Celui de la fonction publique, Renato Brunetta, a confirmé que 3 milliards d'euros seront disponibles pour les nouveaux contrats, dont 200 millions pour la productivité des fonctionnaires.

Le ministre de la santé, Maurizio Sacconi, a quant à lui souligné que les ressources mises à sa disposition allaient permettre de signer une nouvelle convention avec les médecins de base et d'éviter l'introduc-

tion de tickets modérateurs pour les visites chez les spécialistes. Le gouvernement a confirmé enfin que la création de la « carte sociale », grâce à la « Robin Hood tax », va permettre des achats primaires pour les tranches plus pauvres de la population d'environ 40 euros mensuels. Le coût estimé de la mesure est de 430 millions en 2009, financés par l'Etat et les privés.

L'opposition conteste en bloc le document de programmation. « Une série de mesures qui n'aident ni la croissance, ni la consommation », a constaté Pierluigi Bersani, « ministre » de l'économie du cabinet fantôme du Parti démocrate, convaincu qu'à l'automne, le gouvernement devra corriger sa copie.

Des mauvaises nouvelles arrivent déjà du côté des secteurs touchés par les coupes. Les ministères devront réduire leurs dépenses de 15 milliards d'euros. L'Association nationale des magistrats a fait savoir que, compte tenu des coupes, il sera impossible d'accélérer les procès comme l'envisageait le gouvernement. Les militaires et les policiers protestent, eux, contre les 3 milliards de réduction des dépenses imposées sur trois ans alors que le gouvernement Berlusconi a fait de la sécurité une de ses priorités. Faute de moyens, le ministre de la défense, Ignazio La Russa, va demander à ses collègues d'indiquer « quelles missions à l'étranger supprimer ». ■

SALVATORE ALOÏSE

ROUMANIE LE PAYS FAIT FACE À UNE PÉNURIE DE PRATICIENS

La Roumanie cherche à retenir ses médecins, tentés par l'ouest de l'UE

BUCAREST

CORRESPONDANT

Les médecins roumains vont-ils se mettre à émigrer en masse vers l'Europe de l'Ouest, comme leurs confrères polonais ? Selon un sondage effectué fin 2007 par la fondation Solidarité médicale européenne, 45 % des médecins et assistants médicaux roumains interrogés souhaitent quitter leur pays. « C'est devenu très facile de migrer dans l'Union européenne, et la tentation est d'autant plus grande que la différence de salaire est importante », affirme Dimitrie Onciul, directeur de l'hôpital Filantropia.

Après six années d'études, un médecin en cours de spécialisation ne touche qu'un salaire de base de 220 euros, moins que le salaire moyen de 350 euros affiché dans les statistiques officielles du pays.

Selon l'Ordre des médecins français, le nombre de docteurs roumains pratiquant en France a augmenté de 320 % ces dix derniers mois. Par ailleurs, depuis janvier 2008, plus de 7 000 professionnels ont sollicité, auprès du ministère roumain de la santé, une reconnaissance de leur diplôme à l'étranger.

4 % partis en 2007

Les autorités roumaines se veulent rassurantes. Le ministère de la santé nie le déficit de médecins au niveau national, et évoque seulement « un degré d'occupation des postes insuffisant dans certaines spéciali-

tés ». Selon le Collège des médecins roumains, environ 4 % des praticiens en exercice ont quitté le pays en 2007.

Pourtant, beaucoup d'hôpitaux manquent d'anesthésistes, de cardiologues, d'urologues et de neurochirurgiens. Il n'est pas rare que les malades doivent se rendre dans un département voisin pour consulter un spécialiste.

« Les statistiques officielles ne traduisent pas la réalité », estime Clara Matei, une étudiante en médecine qui a créé une association destinée à faciliter les démarches des candidats au départ. Il y a de plus en plus d'étudiants en médecine qui décident de finir leurs études à l'étranger. Ils n'ont pas besoin d'une reconnaissance de leurs diplômes et ne se retrouvent plus dans les statistiques du ministère. »

Le gouvernement de Bucarest s'efforce de trouver des solutions pour inciter les jeunes médecins à rester. Une trentaine d'hôpitaux devraient être construits d'ici à 2012, tandis que le salaire de base d'un médecin devrait passer de 220 à 400 euros. Mais le pari des autorités de les fixer en Roumanie semble loin d'être gagné. Le mouvement s'inscrit dans un phénomène plus large d'émigration sur les marchés occidentaux du travail. Le nombre de Roumains partis chercher fortune ailleurs est estimé à trois millions commençant à poser des problèmes de pénurie de main-d'œuvre. ■

MIREL BR.

Jacques Attali : « Pour l'économie, la crise est un tsunami qui approche »

Selon l'ancien conseiller de François Mitterrand, le système financier mondial est incapable de se réguler lui-même

Il y a un an, éclatait la plus grave crise financière depuis 1929. Depuis, elle affecte inexorablement l'économie mondiale. Auteur d'un rapport destiné à « libérer la croissance française », remis à Nicolas Sarkozy en janvier, et ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Jacques Attali juge que cette crise démontre l'impossibilité de laisser la finance se réguler seule.

Un an après le déclenchement de la crise, quels enseignements en tirer ?

Cette crise a démontré qu'on ne pouvait pas laisser la finance se réguler elle-même. Le système financier a été un instrument génial pour organiser la globalisation, le transfert depuis les pays qui ont de l'épargne vers les pays où investir.

La titrisation [une innovation financière qui a permis aux banques de transférer les risques de crédit aux marchés] en a été l'un des outils. Mais à partir du moment où il n'a plus été au service de l'économie de marché mais au service de lui-même, pour réaliser des profits, le système a dérapé et il n'y avait personne pour l'en empêcher.

Aurait-on pu l'éviter ?

Si l'on avait écouté ceux qui disaient depuis deux ans que c'était de la folie de laisser se développer sans contrôle des produits tels que les CDS (Credit Default Swap), les ABS (Asset Backed Securities) et tous les instruments des subprimes, on aurait empêché les banques de se refinan-

cer à coût nul et de transférer leur risque sur le marché. Mais, dans la mesure où les régulateurs étaient les banques elles-mêmes, il était difficile de leur demander de se tirer une balle dans le pied.

La crise va-t-elle mettre un terme à cette finance folle ?

Le plus vraisemblable est que le système financier s'en tirera en reportant sur d'autres le solde de ses erreurs.

Nous sommes au moment où l'on commence à faire payer le contribuable par des nationalisations directes ou indirectes comme au Royaume-Uni à travers la nationalisation de Northern Rock, ou comme on s'apprête à le faire aux Etats-Unis, avec la nationalisation de Freddie Mac et Fannie Mae, deux géants du crédit immobilier dont les dettes sont égales à 50 % de la valeur du total des dettes américaines.

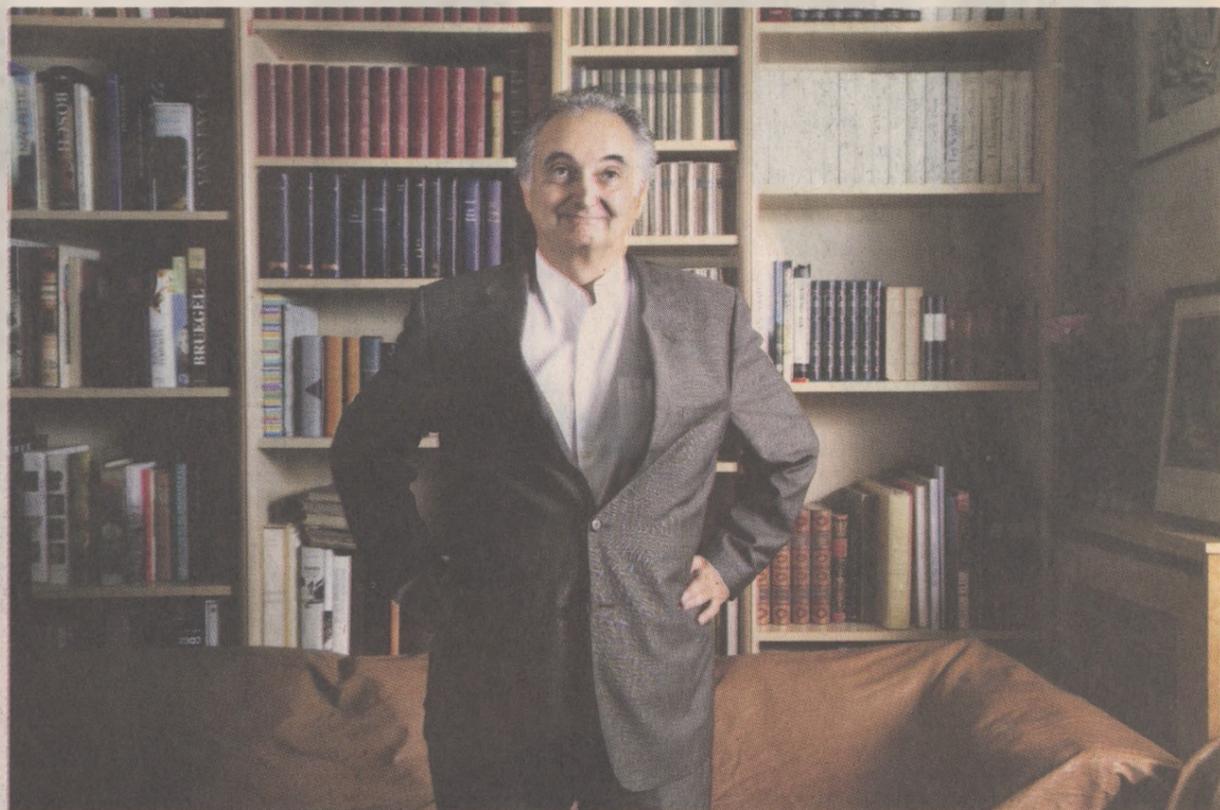
Les épargnants pourraient payer la facture via l'inflation, qui dévaloriserait leurs créances et donc leur patrimoine.

Que faut-il faire pour éviter la répétition d'une telle crise ?

Il est urgent de mettre de l'ordre dans la finance. Aujourd'hui, certains pays, comme les Etats-Unis – en accordant plus de pouvoir à la Réserve fédérale (Fed) – commencent à le faire. Il s'agit de mettre en place des régulateurs nationaux publics qui ne soient pas en conflits d'intérêt avec ceux qu'ils contrôlent.

On ne peut s'arrêter là, d'autant que la réglementation américaine, qui a parfois imposé ces règles au monde entier, notamment pour les normes comptables « mark to market » qui obligent à évaluer les actifs financiers à leur valeur de marché, a fait partie de la catastrophe.

Nous sommes dans une économie glo-



Jacques Attali : « Le Fonds monétaire international doit retrouver une fonction. » BRUNO FERT POUR « LE MONDE »

balisée et il faudra, à un moment ou un autre, trouver des accords internationaux pour passer à une réglementation mondiale et éviter la folie précédente.

Qui pourrait assurer ce rôle de régulateur mondial ?

Le Fonds monétaire international (FMI) devrait être ce régulateur. Aujourd'hui, il a perdu son rôle, car les pays endettés du Sud ou d'ailleurs, qui ont justifié sa création, ne le sont plus. Le FMI doit retrouver une fonction. C'est un sujet sur lequel une conférence internationale devrait réfléchir d'urgence.

L'action des banques centrales a-t-elle été adéquate ?

Le rôle des banques centrales, en particulier ceux de la Banque centrale européenne et de la Réserve fédérale américaine, a été remarquable en injectant des liquidités dans le système financier.

Est-ce que cela suffira ? Il y a encore devant nous une série de restructurations bancaires à mener et les banques centrales pourraient se trouver à court de munitions. On risque alors de passer du régula-

teur bancaire au régulateur fiscal. Et là encore, le contribuable devra payer.

Doit-on craindre une contagion de l'économie réelle ?

C'est un tsunami qui approche. Certains espèrent qu'il passera au large sans affecter l'économie réelle, mais on voit déjà, aux Etats-Unis et en Europe, que nous aurons une croissance zéro en 2009. En espérant que cela ne soit pas pire.

Toutefois, le potentiel en Occident demeure considérable grâce à la croissance démographique, au progrès technique et aux réserves de productivité. Je suis convaincu que 2010 devrait être une année de fort retour à la croissance pour ceux qui auront gardé leur sang-froid.

Faut-il craindre les fonds souverains d'Asie ou du Moyen-Orient venus au secours des banques occidentales ?

Il y a deux types d'acteurs très différents. Ceux qui profitent d'une rente pétrolière et ceux qui disposent de richesses nouvelles liées à leurs capacités exportatrices, comme la Chine. Aujourd'hui, tout l'argent du monde se trouve entre les

maines de ces fonds souverains. Ils sont devenus des investisseurs sophistiqués. Pour la plupart, ils sont des acteurs utiles et pratiquent un capitalisme patient. Nous sommes les cigales ; ils sont les fourmis. Même si l'on ne peut exclure que certains d'entre eux aient des ambitions politiques plus ou moins acceptables.

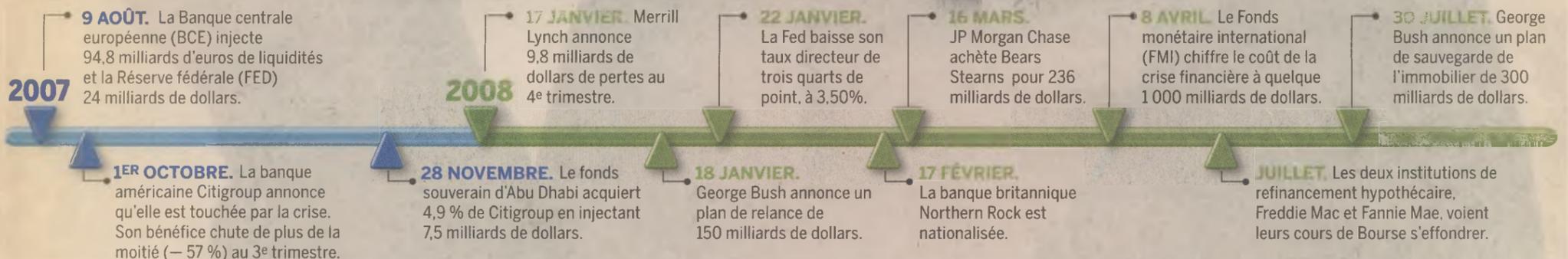
Sont-ils le symbole d'un rééquilibrage du Nord vers le Sud ?

Cela fait longtemps que l'on sait que le pouvoir économique est en train de basculer à l'Ouest, vers le Pacifique, en passant par le Moyen-Orient. Dans les années 1980, on pensait déjà que le Japon deviendrait une superpuissance économique. Et puis les Etats-Unis ont su se relever.

Les cartes ne sont pas définitivement distribuées : le progrès technique reste encore très largement entre les mains de la puissance américaine où se concentrent la plupart des chercheurs, de l'innovation et la puissance militaire. La bascule du pouvoir prendra encore du temps. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN FAUJAS ET CLAIRE GATINOIS

Les douze mois noirs de la finance mondiale



Nationalisée, Northern Rock n'est pas tirée d'affaire pour autant

LONDRES

CORRESPONDANT

Les photos ont à peine jauni. C'était hier, il y a un an, « le jour où le monde a changé », comme l'avait déclaré, le 9 août 2007, Adam Applegarth, directeur général de la Northern Rock, en prévenant la Banque d'Angleterre de l'insolvabilité de son établissement.

Le cinquième offreur britannique de crédits hypothécaires avait mis au point un modèle financier unique au Royaume-Uni, en faisant appel au marché monétaire à court terme et non pas à l'épargne des déposants pour financer l'essentiel des prêts immobiliers à long terme. Le 14 septembre, l'institut d'émission accordait à la banque un prêt d'urgence pour éviter la banqueroute après les retraits massifs, par des clients paniqués, de leurs avoirs. A l'automne, M. Applegarth et le président, Matt Ridley, étaient contraints à la démission. Le 17 février, la Northern Rock était nationalisée pour éviter un dépôt de bilan.

Sans doute les sujets de la Reine ignoraient-ils alors, comme la plupart des Occidentaux, que ces événements embrasant Northern Rock allaient si durablement et si profondément modifier leur façon de vivre. Le premier coup porté à une décennie de crédit hypothécaire bon

marché continue de symboliser tous les maux économiques actuels d'Albion.

« Je suis persuadé que les fondations ont été bâties pour assurer un rétablissement et un retour, au moment propice, au secteur privé » : malgré l'annonce, le 5 août 2008, d'une perte substantielle lors du premier semestre, le président de Northern Rock, Ron Sandler, se veut résolument optimiste à propos de l'exécution de son plan de redressement. Le « canard boiteux » ne doit plus « que » 17,5 milliards de livres (22,2 milliards d'euros) à l'institut d'émission, contre 26,9 milliards de livres fin décembre.

Scepticisme

Par ailleurs, l'Etat entend injecter jusqu'à trois milliards de livres supplémentaires pour renforcer un bilan mis à mal par le grave ralentissement de l'économie britannique. L'activité prêts immobiliers, largement déficitaire, a été réduite au profit de la collecte des dépôts d'épargne qui ont fortement augmenté.

Reste à surmonter le scepticisme de la City devant l'utilisation des deniers publics pour renflouer un groupe de crédit hypothécaire alors que l'immobilier britannique plonge. ■

MARC ROCHE

Le paysage financier a été bouleversé

LE 9 AOÛT 2007, les marchés prenaient brutalement conscience de l'ampleur des dégâts provoqués par la défaillance des subprimes, ces crédits immobiliers américains à risque qui avaient permis à des milliers d'Américains modestes d'accéder à la propriété. Des crédits qui, grâce à la technique de titrisation, avaient été revendus à des investisseurs du monde entier, se diffusant dans les marchés. Ce jour-là, la crise des subprimes se transformait en crise monétaire mondiale aiguë, avant de dégénérer en crise bancaire et en crise économique.

Un paysage bancaire ravagé. Les subprimes achetés massivement par les banques ont provoqué des pertes abyssales dans les comptes des établissements les plus prestigieux, tels Citigroup, Merrill Lynch, Morgan Stanley, à Wall Street ou Barclays, Deutsche Bank, UBS et Crédit Suisse, en Europe. Selon le Fonds monétaire international, la facture s'élèvera à quelque 950 milliards de dollars.

La crise a provoqué la déroute des établissements les plus fragiles. La plus petite banque d'affaires de Wall Street, Bear Stearns, a été rachetée pour une somme dérisoire par JP Morgan. En Angleterre, Northern Rock a été nationalisée. En Allemagne, la quasi-faillite de la banque régionale, IKB, a accéléré la concentration du secteur. Seuls les plus solides ont résisté : « Cette crise est darwinienne »,

conclut un gérant de fonds.

L'aversion pour les produits financiers sophistiqués. Les experts, comme les autorités de régulation dont la Banque centrale européenne (BCE), ont attribué une grande part de la responsabilité de la crise aux excès de la sophistication financière et notamment à la titrisation. Complexes, risqués, mal compris, les produits titrisés sont devenus la bête noire des investisseurs.

Pour Olivier Pastré, économiste et professeur à Paris-VIII, « cette crise est une crise de la titrisation » et il est peu probable que ces placements soient de nouveau plébiscités.

La fin du crédit pas cher. Jusqu'à l'été 2007, emprunter ne coûtait presque rien. Les investisseurs avaient utilisé la dette comme un instrument dopant leurs profits, grâce à un effet de levier. Principaux bénéficiaires : les fonds d'investissement, tels Blackstone, KKR, ou Wendel en France, spécialisés dans les rachats de sociétés avec un fort recours à l'emprunt. Pour eux, la crise a mis fin à la période bénie d'argent facile : les banques leur prêtent moins et plus cher. Mais cette raréfaction du crédit devrait, aussi, pénaliser les ménages.

Le renforcement de l'autorité des banques centrales. Acteurs majeurs dans la gestion de la crise, les banques centrales ont orchestré le sauvetage des

marchés, injectant des liquidités colossales et ajustant leur politique monétaire. Leur pouvoir en sort renforcé. Aux Etats-Unis, notamment, le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, veut désormais faire de la Réserve fédérale (Fed) le garant de la stabilité des marchés financiers.

La perte de l'hégémonie des agences de notation. Une poignée d'acteurs comme Standard and Poor's, Moody's ou Fitch, dominaient jusqu'ici le marché de la notation de crédit. Accusées d'avoir accordé d'excellentes notes (le fameux AAA) à des titres très risqués, leur crédibilité a été remise en cause et leur déontologie critiquée. Jusqu'ici autorégulées, elles devraient faire l'objet d'un contrôle accru.

L'avènement des « fonds souverains ». En quelques mois, les plus grandes banques fragilisées par la crise (UBS, Citigroup, Merrill Lynch, Morgan Stanley) ont été renflouées par des fonds étatiques de Singapour, d'Abu Dhabi, du Koweït ou de Chine. Y aura-t-il un prix à payer pour ce sauvetage ? Une prise de contrôle plus forte de ces Etats ? « Il est trop tôt pour le dire. Même si certains pays ont, sans doute, des ambitions politiques, ces fonds ont jusqu'ici eu un rôle stabilisateur », répond Fadi Halout, directeur général de la National Bank of Abu Dhabi. ■

G. G.